2007-05348/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES SEPTEMBRE 2006

APERÇU

- Le produit intérieur brut (PIB) réel a connu une croissance de 2,0 % au deuxième trimestre de 2006, après une hausse de 3,6 % au premier trimestre.
- La demande intérieure finale réelle a progressé de 4,0 %, grâce aux dépenses de consommation et à l'investissement non résidentiel des entreprises. Cependant, les exportations nettes ont freiné la croissance, les exportations réelles ayant reculé de 1,2 %, pour une deuxième baisse consécutive, pendant que les importations augmentaient de 9,4 %.
- L'excédent du compte courant a diminué de 15,9 milliards de dollars, après avoir atteint 32,7 milliards de dollars au premier trimestre. S'établissant à 1,2 % du PIB nominal, l'excédent trimestriel constitue le vingt-huitième consécutif.
- L'emploi a augmenté de 3,1 %, soit une hausse encore plus marquée que celle de 1,6 % observée au premier trimestre. Toutefois, le taux de chômage a légèrement grimpé, passant de 6,4 % en juillet à 6,5 % en août.

Croissance de 2,0 % du PIB réel

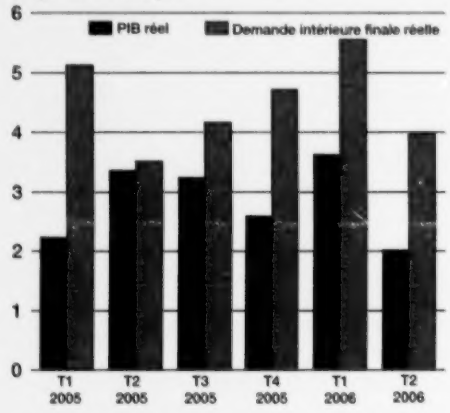
Le PIB réel s'est accru de 2,0 % au deuxième trimestre de 2006. Pendant que la demande intérieure finale poursuivait sa montée à un excellent rythme, le commerce extérieur a freiné la croissance (graphique 1).

Dépenses de consommation soutenues

Les dépenses de consommation réelles ont progressé de 4,2 % au deuxième trimestre, alors qu'elles avaient augmenté de 5,1 % au premier (graphique 2). Les dépenses relatives aux biens durables, semi-durables, non durables ainsi qu'aux services ont toutes augmenté. Cependant, la hausse des dépenses en meubles et en appareils ménagers a progressé plus lentement, en raison d'un affaiblissement du marché du logement, et les ventes des véhicules motorisés ont diminué, après avoir fait un bond au premier trimestre.

Après une hausse de 12,0 % au premier trimestre, les revenus des particuliers ont fléchi au cours du deuxième, malgré une hausse notable des salaires et une plus forte croissance de l'emploi qu'au trimestre précédent. Au premier trimestre, un important paiement à un régime de pension d'employeur

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle



Nota – Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 13 septembre 2006, à midi.

Principaux indicateurs économiques
(Variation en pourcentage en taux annuels, sauf indication contraire)

	2004	2005	T4 2005	T1 2006	T2 2006	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	3,3	2,9	2,6	3,6	2,0		–
Demande intérieure finale	4,2	4,3	4,7	5,5	4,0		–
Dépenses publiques							–
Biens et services	3,0	2,7	4,4	2,6	4,7		–
Immobilisations brutes	3,3	6,8	13,4	5,4	3,7		–
Dépenses de consommation	3,3	3,9	3,6	5,1	4,2		–
Investissement résidentiel	7,8	3,2	0,0	12,7	-5,2		–
Investissements fixes des entreprises	9,1	9,4	11,4	8,5	7,3		–
Construction non résidentielle	7,4	7,9	12,0	8,2	5,5		–
Machines et matériel	10,3	10,5	10,8	8,8	8,8		–
Investissements en stocks des entreprises (G$)	9,7	15,5	14,9	11,1	16,5		–
Exportations	5,2	2,1	6,4	-3,8	-1,2		–
Importations	8,2	7,1	12,7	-1,9	9,4		–
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	27,6	31,8	52,1	32,7	16,8		–
(% du PIB)	2,1	2,3	3,7	2,3	1,2		–
Revenu personnel nominal	5,0	5,0	4,8	12,0	-1,5		–
Revenu personnel disponible nominal	4,7	4,2	4,3	14,9	-2,4		–
Revenu personnel disponible réel	3,2	2,5	3,7	13,2	-4,1		–
Bénéfices avant impôts	18,3	10,6	23,6	-14,1	1,7		–
Coûts et prix (%, une année sur l'autre)							
Indice implicite du PIB	3,0	3,2	4,1	3,7	2,8		–
Indice des prix à la consommation	1,9	2,2	2,3	2,4	2,6	2,4	juillet 2006
Indice de référence[1]	1,6	1,6	1,6	1,7	1,8	2,0	juillet 2006
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1,4	2,3	3,2	3,7	2,7		
Règlements salariaux (total)	1,8	2,3	1,7	2,2	2,7	2,5	juin 2006
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	7,2	6,8	6,5	6,4	6,2	6,5	août 2006
Croissance de l'emploi	1,8	1,4	2,4	1,6	3,1	-1,2	août 2006
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	77,0	82,6	85,2	86,6	89,1	89,33	12 sept. 2006
Taux préférentiel (%)	4,0	4,4	4,8	5,3	5,9	6,00	12 sept. 2006

Nota – Les données réelles sont en dollars chaînés de 1997.

[1] L'indice de référence exclut huit des composantes les plus volatiles du panier de l'IPC ainsi que l'effet des modifications des impôts indirects sur les autres composantes.

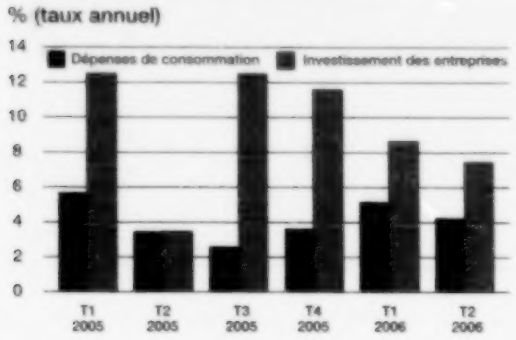
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Ressources humaines et Développement social Canada

a entraîné une augmentation considérable, mais ponctuelle, du revenu supplémentaire du travail; de plus, trois programmes temporaires ont gonflé les transferts gouvernementaux aux particuliers. Au deuxième trimestre, le retour à des conditions normales dans ces catégories s'est traduit par une baisse du revenu des particuliers. Le revenu personnel disponible réel a ainsi reculé de 4,1 %, après 15 augmentations consécutives. Le revenu disponible réel par habitant a pour sa part chuté de 5,0 %, mais il affichait tout de même une progression de 21 % depuis le récent creux enregistré au deuxième trimestre de 1996. Le taux d'épargne des particuliers s'est établi à 1,0 %, un recul par rapport au taux de 3,0 % enregistré au trimestre précédent.

Diminution de l'investissement résidentiel

L'investissement résidentiel a fléchi de 5,2 % au deuxième trimestre, après un gain de 12,7 % au cours du précédent. Ce premier repli depuis le début de 2005 s'est accompagné d'une baisse de la construction de 8,2 %, même si le nombre de mises en chantier est demeuré supérieur à la moyenne de 2005. Au premier trimestre, des températures dépassant les normales avaient porté les mises en chantier à leur niveau le plus élevé depuis 1987. Le marché de la revente a connu un fléchissement, faisant baisser les commissions des agents et les coûts du transfert de la propriété. De son côté, la rénovation a augmenté de 2,9 %.

Graphique 2
Croissance des dépenses de consommation et de l'investissement non résidentiel des entreprises



Hausse des investissements fixes des entreprises

En raison de la bonne tenue des bénéfices, des taux d'utilisation des capacités supérieurs à la moyenne et des prix à l'importation plus faibles attribuables à l'appréciation du dollar, les dépenses des entreprises en usines et en matériel ont augmenté de 7, 3 % au deuxième trimestre, pour un quatorzième trimestre consécutif (graphique 2). La construction non résidentielle s'est accrue de 5,5 % sous l'impulsion des projets d'ingénierie. Les prix plus élevés de l'énergie ont stimulé les investissements dans l'extraction du pétrole et du gaz. Toutefois, les travaux de construction de bâtiments, par exemple des immeubles à bureaux et des centres commerciaux, ont accusé un certain recul.

L'investissement en outillage et en matériel a progressé de 8,8 %, pour un deuxième trimestre consécutif. Les dépenses des entreprises en immobilisations ont généralement progressé, à l'exception du matériel de transport. Le deuxième trimestre a connu une forte augmentation des dépenses en matériel de télécommunications et d'informatique.

Augmentation des stocks des entreprises

La valeur des stocks des entreprises s'est accrue de 16,5 milliards de dollars par rapport aux 11,1 milliards de dollars en biens accumulés au premier trimestre. Les stocks de la vente en gros et de la fabrication ont augmenté à cause du fléchissement de la demande extérieure et de la poussée des importations. Les stocks de la vente au détail ont aussi augmenté en raison de la diminution des ventes de véhicules motorisés. Cependant, le ratio des stocks aux ventes est globalement demeuré faible.

Nouveau recul des exportations

Pour un deuxième trimestre consécutif, les exportations réelles ont connu un recul, cette fois de 1,2 % (graphique 3). Les exportations d'outillage et de matériel, de véhicules motorisés ainsi que de produits forestiers ont connu une baisse marquée. Des investissements résidentiels et des investissements des entreprises en outillage et en équipement plus faibles aux États-Unis, surtout en ce qui a trait aux véhicules motorisés, ont nui aux exportations canadiennes durant ce trimestre. Néanmoins, les exportations d'énergie ont bondi de 25,2 % et celles des services ont augmenté de 6,3 %.

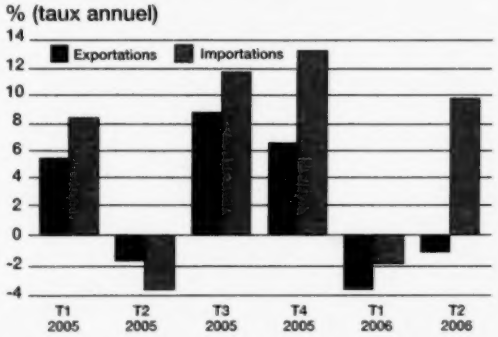
Hausse des importations

Après un fléchissement de 1,9 % au premier trimestre, les importations réelles ont progressé de 9,4 %. Il s'agissait de la onzième hausse depuis la fin de 2002, moment où le dollar a commencé son ascension. Bien que ce soit la forte remontée des importations d'énergie qui ait prédominé, toutes les catégories importantes ont progressé, à l'exception des produits de l'agriculture et de la pêche. Les hausses aux chapitres du matériel, de l'outillage et des biens de consommation ont découlé de l'augmentation des dépenses des entreprises et des ménages. Enfin, les importations de services ont augmenté de 10,2 %.

Rétrécissement de l'excédent du compte courant

Au deuxième trimestre, les termes de l'échange ont reculé sous l'effet d'une baisse des prix des exportations plus marquée que celle des prix des importations. La chute du prix des exportations était largement attribuable à la diminution des prix des produits de base. De son côté, le prix des importations d'énergie s'est accru. Ces facteurs ont entraîné un recul de l'excédent commercial nominal de 16,4 milliards de dollars. Par ailleurs,

Graphique 3
Croissance des exportations et des importations réelles



le déficit du revenu de placement s'est alourdi et les bénéfices que tirent les Canadiens des investissements directs à l'étranger se sont amoindris. Durant le trimestre, l'excédent du compte courant a diminué à un niveau de 16,8 milliards de dollars, soit 1,2 % du PIB.

Bénéfices soutenus pour les sociétés

Au deuxième trimestre, les bénéfices des sociétés ont légèrement augmenté pour atteindre 1,7 %, conservant leur proportion de 13,7 % par rapport au PIB nominal, ce qui dépasse largement la moyenne historique de 10,2 % (graphique 4). La hausse des prix du métal a fait grimper les bénéfices de l'exploitation minière, et les bénéfices des détaillants ont profité de l'augmentation constante des dépenses des ménages. Toutefois, les bénéfices du secteur manufacturier ont régressé en raison de la diminution des revenus tirés des exportations, et les profits des banques à charte ont baissé.

Faible inflation des prix à la consommation

L'indice implicite du PIB, une mesure globale des prix, a baissé de 1,1 % au deuxième trimestre, conséquence de la cotisation spéciale au régime de retraite versée au premier trimestre et de la diminution des prix de l'énergie au deuxième.

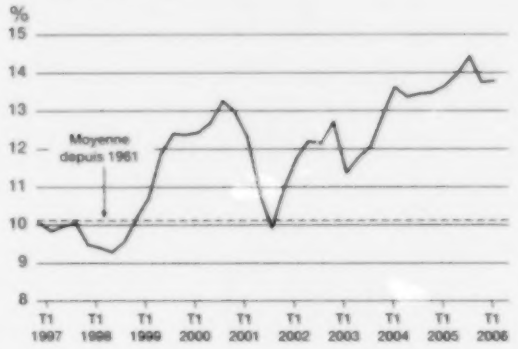
D'une année à l'autre, le taux d'inflation des prix à la consommation a baissé, passant de 2,8 % en mai à 2,5 % en juin, pour se situer à 2,4 % en juillet, partiellement en raison d'une baisse de la taxe sur les biens et services. L'inflation mesurée par l'indice de référence, qui exclut les huit éléments les plus volatils et l'effet des taxes indirectes s'est établie à 2,0 % en juillet, ce qui est au milieu de la fourchette cible de 1% à 3%.

Légère hausse du faible taux de chômage

Grâce à la poussée de mai, l'emploi a connu une solide croissance de 3,1 % au deuxième trimestre, soit deux fois celle du premier trimestre. Après le sommet atteint en mai, l'emploi a subi au cours des trois mois suivants un recul qui s'est traduit par la perte de 26 100 emplois. Ainsi, depuis la fin de 2005, l'économie canadienne a créé 194 100 emplois nets, tous à plein temps. Le taux de participation a atteint 67,2 % en août, une baisse par rapport au taux de 67,3 % enregistré en juillet.

Après être descendu à 6,1 % en mai et en juin, le taux le plus bas depuis 30 ans, le taux de chômage a légèrement augmenté. En juillet, il est passé à 6,4 %, puis à 6,5 % en août.

Graphique 4
Bénéfices avant impôts en proportion du PIB nominal



La productivité horaire du travail a fléchi de 1,0 % au deuxième trimestre, premier repli depuis deux ans. La productivité est de 1,2 % plus élevée que l'année précédente. En raison de la cotisation spéciale au régime de retraite au premier trimestre, les coûts de main-d'œuvre par unité produite ont diminué au deuxième trimestre; ils ont été de 2,7 % supérieur à ceux de l'année précédente.

Maintien du taux directeur de la Banque du Canada

Le 6 septembre, la Banque du Canada a maintenu pour la deuxième fois consécutive son taux directeur – taux cible du financement à un jour – à 4,25 %, après sept hausses de un quart de point de pourcentage en neuf mois. Prévoyant que l'économie canadienne atteindra presque son plein potentiel, l'institution a fait la déclaration suivante : « [...] la Banque juge à l'heure actuelle que le taux cible du financement à un jour se trouve à un niveau compatible avec la réalisation de la cible d'inflation à moyen terme ». Le 18 août, la Réserve fédérale américaine a maintenu son taux directeur à 5,25 %, après 17 hausses depuis juin 2004. Les taux d'intérêt américains sont supérieurs aux taux canadiens pour l'ensemble des échéances.

Le 12 juin, le dollar canadien clôturait à 91,05 cents américains, atteignant ainsi son plus haut niveau en 28 ans. Il a fléchi depuis pour atteindre 89,33 cents américains le 12 septembre.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Steven James au 613-992-4321. Cette publication se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.